1925 : Autorisation de signature du contrat-type pour la gestion des déchets de pneumatiques

MONSIEUR LE PRESIDENT DONNE LECTURE DE L'EXPOSE SUIVANT,

MESDAMES, MESSIEURS ET CHERS COLLEGUES,

La Commission Mixte réunie le 4 juin 2025 a donné un avis favorable au dossier qui vous est présenté.

La mise en place de la filière pneumatique REP (responsabilité élargie du producteur) a été finalisée par l'agrément de l'organisme coordonnateur par arrêté interministériel du 2 décembre 2024. Ce dernier désigne, parmi les 3 éco-organismes agréés, Aliapur, France Recyclage Pneumatique et Tyval, celui qui sera le référent pour chaque collectivité ayant signé le contrat-type pour la gestion des déchets de pneumatiques.

L'éco-organisme référent assure, auprès de la collectivité, l'enlèvement des déchets de pneumatiques qu'elle détient, met à disposition sans frais des contenants et EPI et contribue à la prise en charge des coûts des opérations de collecte à hauteur de 10 € par tonne (prix révisable).

Pour les déchèteries dépassant plus de 12 tonnes par an de pneumatiques usagés, un contenant est mis à disposition. Pour les autres, l'enlèvement est fait « manuellement » et les déchets doivent être stockés à l'abri des intempéries (une bâche peut être fournie). Les pneus jantés doivent être stockés à part pour une collecte manuelle.

Le volume minimum d'enlèvement est de 100 pneus et l'enlèvement doit intervenir au maximum dans les 11 jours ouvrés qui suivent la demande de la collectivité.

L'éco-organisme peut également intervenir pour la reprise des déchets de pneumatiques en cas de catastrophes naturelles ou pour la résorption d'un dépôt illégal.

Enfin, il convient de signaler que la REP comprend un dispositif de reprise des pneus usagés des particuliers par les professionnels adhérents dit de « 8 pour 0 ». Chaque foyer a la possibilité de ramener, sans contrepartie d'achat, jusqu'à 8 pneus chez un garagiste qui se fait reprendre ses stocks par l'un des éco-organismes. Une communication spécifique devra être faite à l'entrée des déchèteries en ce sens.

La convention prendra fin le 31 décembre 2029.

En conséquence, il vous est proposé de bien vouloir :

- 1- Adopter l'exposé qui précède ;
- 2- Autoriser le Président à signer le contrat-type pour la gestion des déchets de pneumatiques auprès des collectivités territoriales
- 3- Autoriser le Président à signer tous documents en lien avec ce contrat-type.

Monsieur Albert TANGUY
Secrétaire de séance

Monsieur Gilles VINCENT
Président du SITTOMAT
Vice-Président de la Métropole TPM
Maire de Saint-Mandrier

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette délibération. Le Recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de TOULON dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R 421-5 du Code de la Justice Administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr